

# Tartagueule

à la récré



N° 151 - Novembre 2021 - Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain avec le soutien de la CNT-PTT

## ÉVALUATION POUR TOU·TES : LE NEW PUBLIC MANAGEMENT EN « ACTION »

Dans son élan de destructions néo-libérales, le gouvernement, et tout particulièrement Blanquer et Vidal, finissent d'asservir l'Éducation à leurs objectifs politiques. Le fameux ascenseur social, déjà plutôt moteur de la domination capitaliste que de l'égalité réelle, n'est plus en panne, il est détruit. Son hypothétique reconstruction, pour peu qu'elle en vaille la peine, sera un long travail. Ce sont bien plus que des ajustements négatifs qui ont été fait pendant ce mandat. Ceux-là pourraient être réparés par un gouvernement plus « progressiste », poussé bien-sûr par un mouvement de luttes. Cette fois, C'est une destruction systématique et sur le long terme qui a été effectué. Les pires réformes que la droite souhaitait depuis plus de 40 ans sont passées sans faire trop de vagues, en profitant de l'épuisement dû à la crise et à sa gestion catastrophique par le gouvernement. Pendant que nous essayons de tenir et de survivre aux changements incessants, tout en adaptant notre pédagogie au jour le jour mais aussi sur le moyen terme pour prendre en compte les de cette crise (psychologique et financier), c'est au bulldozer qu'avance le gouvernement !

Pour acheter les réticent-es, ce sont des primes et des primes toujours plus individualisées et basées sur l'évaluation continue que le gouvernement utilise. Dans la droite ligne des politiques de destruction des services publics, c'est l'individualisation néolibérale et la baisse des moyens qui sont utilisées. C'est une logique qu'il faut recouper avec le soutien de Blanquer au chèque éducation qui pourrait être le coup final à la destruction de l'éducation nationale si ces personnes sont au pouvoir pour encore 5 ans.

Même lorsque leurs réformes sont des catastrophes que tout le monde prédisait (E3C), le gouvernement continue de courir. Afin de faire croire que le bac local n'est pas si local, des commissions d'harmonisation sont montées. En faire toujours plus, mais sans aucune compensation, c'est le leitmotiv ! Pour autant, il faut rationaliser et donc fermer les filières et options non rentables. On commence à voir la fermeture de nombreuses options du bac et la fin de la pseudo-illusion de laisser le choix aux élèves. Comme prévu, nous avons des lycées riches de centre-ville offrant toutes les options et des lycées de

campagne et de banlieue avec le strict minimum. Dans le supérieur, la même destruction est en cours avec la fin des IUTs et leur remplacement par des BUTs, avec un modèle beaucoup plus professionnalisant vers les besoins à court terme des entreprises et une forte réduction des possibilités de continuer vers des masters. C'est le dernier clou dans le cercueil de l'ascenseur social.

ParcourSup est un maillon très important dans cette démarche, car il a permis d'industrialiser la reproduction sociale à l'entrée de la fac et de faciliter le tri par établissement. Entre le bac de Blanquer et ParcourSup, c'est maintenant dès le début de la seconde que les élèves doivent faire des choix d'orientation qui dicteront le reste de leur vie d'étudiant-es et leur carrière professionnelle. En y ajoutant la baisse du nombre de postes d'enseignant-es-chercheur-euses, le sous-financement des universités et l'augmentation du nombre d'étudiant-es, la fac est à genoux et aura du mal à se relever sans un investissement conséquent et large (en attendant sa socialisation). Mais tout ceci est en fait logique pour un gouvernement néolibéral qui veut privatiser au plus vite les formations qui rapportent (apprentissage, école d'ingénieur, formation continue, etc.). Cela passe aussi par la reproduction du modèle anglo-saxon : augmentation des frais d'inscriptions dans les grandes écoles (IEP et maintenant INSA, au contraire du modèle promu lors de sa création), précarisation du personnel (CDI de projet, CDD de 6 ans avant titularisation, etc.).

C'est aussi bien-sûr la mise en avant de formation privée, tel que l'école 42, connue pour ses dérives aussi bien pédagogiques (pédagogie par l'échec et absence d'enseignant-es) que pour ses violences sexistes alors que des formations publiques de qualité existent ! Mais comme cela ne suffit pas, les dégâts de la sélection au master sont toujours plus fortes (avec la réduction du nombre de places en master dues au non-financement) et amènent toujours plus d'étudiant-es à ne pas pouvoir finir les formations qu'ils souhaitaient continuer. Au final, c'est toujours plus d'étudiant-es et de bachelier-es qui sont laissé-es sur le côté de la route par le rouleau compresseur du gouvernement.

Dans l'éducation nationale, la loi Rihac est une contre-révolution majeure avec la fin du modèle autogestionnaire du conseil des maîtres. La suite, déjà poussée "expérimentalement" à Marseille, ce sont des directeur-trices petit-es chef-fes qui vont recruter elleux-même leur personnel et distribuer des (petites) primes pour asservir tout le monde. Au collège, c'est l'auto-flagellation (auto-évaluation) qui est en marche pour plus d'individualisation des primes et sans aucune considération sur les besoins pédagogiques réels. Après avoir amené à une mise en concurrence des personelles administratifs et techniques, la RIFSEEP et ses équivalents arrivent pour les corps enseignants et chercheurs et sera tout aussi catastrophique. L'inspiration anglaise des primes à la réussite des élèves à une épreuve n'est pas loin. Il ne sera plus question de pédagogie et de transmissions de savoirs, mais de bachotage pour se conformer au moule des épreuves.

En même temps, il leur faut une masse de salarié-es corvéables et donc toujours plus précaires. En guise d'exemples: l'explosion du nombre de contractuel-les, les AED en REP ne touchant pas les primes qui leur sont dues, ou encore l'augmentation forte du nombre de démissions et de mises en disponibilité !

La campagne présidentielle a commencé et elle s'annonce bien sombre. Les candidats en tête dans les sondages ne proposent que du pire : collège à deux vitesses, purges des enseignant-es trop progressiste/de gauche/woke/intersectionnel-les/islamogauchistes/... Le but est bien la fin du service public pour aller vers le modèle cher aux autoritaristes et néolibéraux du chèque éducation de Pinochet et du retour 100 ans en arrière.

Pour autant, il faut combattre et dénoncer ce système, et promouvoir un système éducatif et une pédagogie révolutionnaire, égalitaire et émancipatrice. Pour cela, ne nous faisons pas d'illusions, les élections n'apporteront rien! C'est dans les luttes et dans la rue que nous pourrons arracher des améliorations ! Dans l'immédiat, c'est avant tout un investissement massif (pourquoi le grand plan de relance n'est pas pour l'éducation !?) et des créations de postes réellement permanents. Bien sûr, une revalorisation des salaires est nécessaire, mais elle doit passer par une augmentation du point d'indice, non pas une individualisation par les primes. Mais n'oublions pas que, bien que nécessaires, ces demandes ne sont que les premières marches vers notre objectif réel: socialisation des écoles, collèges, lycées et facs, autogestion dans nos lieux de travail, révolution sociale et libertaire par l'éducation et l'émancipation des générations futures !

## POUR LES AESH, C'EST STOP À LA PRÉCARITÉ !

Depuis la loi de 2005, chaque gouvernement a prétendu que l'inclusion scolaire était sa priorité. La réalité est cependant bien différente.

La précarité, c'est non !!!

Les AESH, accompagnant des élèves en situation de handicap, sont recruté-es pour des salaires indignes et n'ont que peu de formation pour assurer leurs missions convenablement. Ainsi, certain-es d'entre elleux doivent cumuler avec du temps périscolaire dans les écoles pour avoir un peu plus pour vivre. Résultat : à peine plus de 1000 euros pour 45 heures hebdomadaires... Le privé en rêvait, l'État l'a fait...

Pour la suppression des PIAL.

Pire, on en fait, à travers les PIAL (pôles inclusifs d'accompagnement localisés), du personnel corvéable à merci qui doit naviguer d'un établissement à l'autre pour satisfaire une rationalisation managériale de leur temps de travail. Iels se retrouvent donc à courir d'un établissement à l'autre entre deux missions et ceci, évidemment, au détriment de la prise en charge des élèves. Ces situations sont intolérables, socialement et humainement.

Au contraire, les AESH doivent pouvoir assurer leur mission sur un unique établissement afin d'accompagner correctement les élèves dont iels ont la charge.

C'est pourquoi, nous demandons sans plus attendre que leur mission soit reconnue à la hauteur de leur importance pour le monde de l'éducation : une titularisation immédiate de tou-ttes les AESH ; un vrai statut de professionnel-les de l'éducation, une formation à la hauteur des enjeux de leur mission et une rémunération qui leur permette de vivre dignement de leur métier.

Cette précarisation rampante du monde enseignant se généralise (contractualisation à outrance, emplois précaires à foison), c'est pourquoi la riposte de la communauté éducative doit être massive et unitaire pour contrer les vellétés capitalistes de nos dirigeant-es.

***Aux mêmes causes, les mêmes remèdes : tou-ttes en grève contre la précarisation et la privatisation de l'enseignement !***



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent-e-s et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à [educ69@cnt-f.org](mailto:educ69@cnt-f.org)

